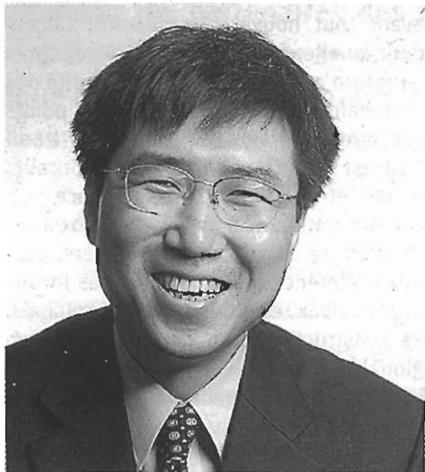


Portrait d'un empêcheur de tourner en rond

Des alternatives sont possibles

Directeur-adjoint du Département d'études du développement à l'Université de Cambridge, l'économiste coréen Ha-Joon Chang sera le conférencier-phare du symposium de la Communauté de travail, les 1 et 2 juin à Berne. Il déconstruit les mythes du modèle néolibéral et propose des pistes alternatives.



Ha-J. Chang, démythificateur du modèle néolibéral.

On sait les pressions qui sont exercées sur les pays en développement par les grandes puissances du monde développé, sous le couvert du « consensus de Washington » et via les institutions chargées de le promouvoir comme l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Leur credo est clair : le développement passe par de « bonnes institutions » et de « bonnes politiques », lesquelles incluent notamment la libéralisation du commerce international et des investissements, la dérégulation des marchés financiers, la privatisation, l'affaiblissement de l'Etat-nation.

Depuis des années, l'économiste Ha-Joon Chang n'a cessé de démythifier ce modèle de développement, d'interroger sa pertinence pour les pays en développement. Avec cette question : « Comment les pays riches sont-ils arrivés là où ils sont ? » Et la réponse, implacable, fruit d'une étude approfondie de l'histoire des pays industrialisés : « Ils n'y sont pas arrivés par les politiques et les institutions

qu'ils prescrivent actuellement aux pays en développement. »

Au contraire, la plupart d'entre eux – comme d'ailleurs les tigres asiatiques, souvent érigés en exemples – ont recouru à ce qu'ils considèrent aujourd'hui comme de « mauvaises » politiques : protection de l'industrie nationale naissante, soutiens internes à l'agriculture, sélection et contrôle des investissements étrangers, absence de protection de la propriété intellectuelle – la Suisse n'a pas eu de loi sur les brevets avant le début du xx^e siècle ! Ils n'ont pris le train de la libéralisation que quand ils sont devenus compétitifs, ayant acquis un certain niveau technologique et de fortes capacités d'exportation. Conclusion de Ha-Joon Chang : en poussant les pays pauvres à s'aligner sur le « consensus de Washington », les pays riches leur enlèvent l'échelle par laquelle eux-mêmes ont gravi les marches du développement¹.

A partir de ces « leçons de l'histoire », Ha-Joon Chang s'est efforcé de battre en brèche la devise chère aux apôtres du néolibéralisme : « Il n'y a pas d'alternative. » Une formule « fondamentalement et dangereusement erronée ». Ainsi, il a cherché à donner une base théorique solide aux alternatives existantes, passées et présentes. D'abord, « non seulement il n'existe pas de lien statistique prouvé entre libre-échange et croissance économique, mais la libéralisation du commerce avec les pays industrialisés et sa spécialisation sur le modèle des avantages comparatifs peuvent nuire aux performances à long terme des pays en développement », écrit-il en substance. Ensuite, il convient de réévaluer et réhabiliter l'Etat comme acteur du développement, dans son rôle non seulement de régulateur, médiateur et redistributeur, mais aussi d'entrepre-

neur et créateur de marchés². Ce rôle est beaucoup plus complexe et positif que ne le laissent entendre, d'une manière souvent caricaturale, les adeptes du moins d'Etat.

Sur un plan plus pratique, Ha-Joon Chang a développé différentes pistes alternatives concrètes³. « A l'inverse des néolibéraux, nous ne proposons pas un seul modèle de politique commerciale, qui serait applicable à tous les pays en développement, déclare-t-il. Cependant, l'une des lignes directrices fondamentales est que, pour assurer un développement à long terme, certaines branches doivent être protégées de la concurrence étrangère, que ce soit par des tarifs ou d'autres mesures comme les quotas et les subsides aux entreprises domestiques. La forme exacte de cette protection va dépendre de la taille du marché national et des capacités industrielles existantes. » De fait, les règles de l'OMC, qui restent sujettes à interprétation et négociation, autorisent un certain nombre d'interventions publiques en matière commerciale et industrielle. Il faut que les Etats en profitent davantage.

Michel Egger

1: Voir *Kicking Away the Ladder*, Anthem Press, 2002.

2: Voir *Globalisation, Economic Development and the Role of the State*, Zed Books, 2003.

3: Voir *Reclaiming Development. An Alternative Economic Policy Manual*, Zed Books, 2004.

Passionnant symposium

Quels rôles et responsabilités pour les Etats et l'OMC dans le commerce international ? A quoi devrait ressembler un vrai « round du développement » à l'OMC ? Quelles sont les alternatives possibles au système dominant ? Ces questions seront débattues les 1 et 2 juin prochain à Berne (Hôtel Ambassador), lors d'un symposium organisé par la Communauté de travail des œuvres d'entraide sur la base de la vaste consultation au Sud (voir article pages 6-7). Au menu, des conférences et des ateliers en présence de nombreux représentants d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine ayant participé à la consultation. De quoi élaborer des propositions constructives et tisser des alliances fécondes.

Informations et inscriptions :
www.swisscoalition.ch